

**AIDOMI**

22 rue du professeur Lannelongue  
33300 BORDEAUX  
SIREN 338 156 672

---

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos au 31 décembre 2024

Aux membres de l'association AIDOMI,

## **Opinion**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AIDOMI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

---

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Le tableau « fonds dédiés » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives au traitement des subventions d'exploitation et des fonds dédiés. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, nous avons

contrôlé la conformité des options prises, la cohérence des hypothèses retenues, revu les calculs effectués et nous nous sommes assurés qu'une information appropriée était donnée en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration, dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder

son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 14 mai 2025

Le commissaire aux comptes  
**@COM AUDIT**, représenté par  
Jérôme COUTAND

BILAN (Edition définitive)

AIDOMI

AIDOMI24

Période du : 01/01/2024 Au : 31/12/2024

Ecritures saisies ☒  
Ecritures validées ☒ Ecritures extra-comptables ☐

PARAMETRAGE : Aidomi

ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1	Ecart N-(N-1)	%
	Brut	Amortiss.	Net	Net		
ACTIF IMMOBILISE						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement	14 000		14 000	14 000		
Frais de recherches et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, droits...	46 960	46 044	917	1 631	-714	-44 %
Autres immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains						
Constructions	1 266 350	588 638	677 712	729 482	-51 770	-7 %
Installations techniques, matériel et outillage industriels	24 039	23 019	1 020	2 863	-1 843	-64 %
Autres immobilisations corporelles	311 554	299 559	11 995	49 386	-37 391	-76 %
Immobilisations corporelles en cours						
Biens reçus par legs ou donations destinées à être cédés						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Participations et créances rattachées	143 657		143 657	141 187	2 471	2 %
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	24 580		24 580	26 104	-1 524	-6 %
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	1 831 140	957 259	873 882	964 653	-90 771	-9 %
ACTIF CIRCULANT						
STOCKS ET EN-COURS						
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	6 032		6 032	5 788	243	4 %
CREANCES						
Créances Mandataires	-768		-768	-768		
Créances Prestataires	179 250		179 250	161 548	17 701	11 %
Créances Caisses & Mutuelles	20 127		20 127	9 828	10 299	105 %
Créances Conseils Départementaux	8 869		8 869	103 576	-94 707	-91 %
Provision pour dépréciation des comptes clients		6 578	-6 578	-70 838	64 260	91 %
Autres comptes rattachés	52 862		52 862	88 202	-35 340	-40 %
AUTRES CREANCES						
Personnel	15 254		15 254	9 919	5 335	54 %
Organismes sociaux						
Autres	186 643	3 088	183 555	223 430	-39 875	-18 %
Créances reçues par legs ou donations						
TRESORERIE						

ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1	Ecart N-(N-1)	%
	Brut	Amortiss.	Net	Net		
Valeurs mobilières de placement				27 161	-27 161	-100 %
Disponibilités	3 302 387		3 302 387	2 951 161	351 226	12 %
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	14 874		14 874	12 665	2 209	17 %
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	3 785 530	9 667	3 775 863	3 521 672	254 191	7 %
COMPTES DE REGULARISATION						
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion (actif) (V)						
TOTAL GENERAL (I A V)	5 616 670	966 925	4 649 745	4 486 325	163 420	4 %

BILAN (Edition définitive)

AIDOMI

AIDOMI24

Période du : 01/01/2024 Au : 31/12/2024

Ecritures saisies ☒  
Ecritures validées ☒ Ecritures extra-comptables ☐

PARAMETRAGE : Aidomi

PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N-(N-1)	%
<b>FONDS PROPRES</b>				
<b>FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE</b>				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	6 197	6 197		
<b>FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE</b>				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
<b>ECARTS DE REEVALUATION</b>				
<b>RESERVES</b>				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité				
Autres réserves	813 894	1 006 601	-192 706	-19 %
<b>REPORT A NOUVEAU</b>	65 456	-715 549	781 005	109 %
<b>EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE</b>	-10 484	555 400	-565 884	-102 %
<b>Situation nette (sous-total)</b>	875 064	852 649	22 415	3 %
<b>FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES</b>				
<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	426 850	435 580	-8 730	-2 %
<b>TOTAL (I)</b>	1 301 914	1 288 229	13 685	1 %
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>				
<b>FONDS REPORTES LIES AUX LEGS OU DONATIONS</b>				
<b>FONDS DEDIES</b>	82 508	136 435	-53 928	-40 %
<b>TOTAL (II)</b>	82 508	136 435	-53 928	-40 %
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES</b>	10 000	50 173	-40 173	-80 %
<b>PROVISIONS POUR CHARGES</b>				
<b>TOTAL (III)</b>	10 000	50 173	-40 173	-80 %
<b>LIAISON</b>				
<b>COMPTES DE LIAISON</b>				
<b>TOTAL (IV)</b>				
<b>DETTES</b>				
<b>EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES (TITRES</b>				
<b>EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS</b>	561 017	627 823	-66 805	-11 %
<b>AVANCES ET ACOMPTES RECUS</b>				
Clients - Conseil départemental	35 912	60 348	-24 436	-40 %

## PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N-(N-1)	%
Autres avances et acomptes	20 981	9 430	11 551	122 %
<b>DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES</b>				
Fournisseurs	100 046	85 259	14 787	17 %
Autres comptes rattachés	26 330	29 170	-2 840	-10 %
<b>DETTES DES LEGS OU DONATIONS</b>				
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	2 497 122	2 181 986	315 136	14 %
<b>DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES</b>				
<b>AUTRES DETTES</b>	13 914	17 472	-3 558	-20 %
<b>DISPONIBILITES</b>				
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>				
<b>ECART DE CONVERSION (PASSIF) (V)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV +V)</b>	4 649 745	4 486 325	163 420	4 %



# COMPTE DE RESULTAT (Edition définitive)

AIDOMI

AIDOMI24

Période du : 01/01/2024 Au : 31/12/2024

Ecritures saisies ☒  
 Ecritures validées ☒

Comptes sans mouvement ☐  
 Ecritures extra-comptables ☐

PARAMETRAGE : Aidomi

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N-(N-1)	%
<b>PRODUIT D'EXPLOITATION</b>				
<b>COTISATIONS</b>				
Cotisations	510		510	100 %
<b>PRESTATIONS DE SERVICES</b>				
Participation des usagers	1 367 242	1 057 901	309 341	29 %
Produits des activités annexes	75 541	32 299	43 242	134 %
Autres prestations de services				
<b>PRODUITS DE TIERS FINANCEURS</b>				
Dotations & Produits de tarification	11 202 992	11 584 529	-381 536	-3 %
Concours publics et subventions d'exploitation	1 700 863	1 324 724	376 139	28 %
Contributions financières				
Ressources liées à la générosité du public (dons, mécénats, legs,...)	4 000		4 000	100 %
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
<b>PRODUCTION STOCKEE</b>				
<b>PRODUCTION IMMOBILISEE</b>				
<b>REPRISES SUR AMORTIS, DEPREC., PROV. &amp; TRANSFERT DE CHARGES</b>				
Transfert de charges	321 785	413 430	-91 644	-22 %
Reprises sur amortissements et provisions	109 710	7 655	102 055	1333 %
<b>UTILISATIONS DES FONDS DEDIES &amp; REPORTES</b>				
Utilisation des fonds reportés				
Utilisation des fonds dédiés	92 518	242 535	-150 017	-62 %
<b>AUTRES PRODUITS</b>				
Autres produits	561	264	298	113 %
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>14 875 723</b>	<b>14 663 335</b>	<b>212 387</b>	<b>1 %</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
<b>ACHATS DE MARCHANDISES</b>				
<b>VARIATION DE STOCK</b>				
<b>AUTRES ACHATS &amp; CHARGES EXTERNES</b>	<b>1 411 153</b>	<b>1 170 464</b>	<b>240 689</b>	<b>21 %</b>
<b>AIDES FINANCIERES</b>				
<b>IMPÔTS, TAXES &amp; VERSEMENTS ASSIMILES</b>	<b>1 003 835</b>	<b>985 402</b>	<b>18 434</b>	<b>2 %</b>
<b>SALAIRES &amp; TRAITEMENTS</b>	<b>9 409 664</b>	<b>9 088 696</b>	<b>320 968</b>	<b>4 %</b>
<b>CHARGES SOCIALES</b>	<b>2 875 675</b>	<b>2 791 493</b>	<b>84 182</b>	<b>3 %</b>
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS &amp; AUX DEPRECIATIONS</b>	<b>81 000</b>	<b>108 598</b>	<b>-27 598</b>	<b>-25 %</b>
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS</b>	<b>5 277</b>	<b>15 336</b>	<b>-10 058</b>	<b>-66 %</b>
<b>REPORTS EN FONDS DEDIES</b>	<b>38 590</b>	<b>78 876</b>	<b>-40 285</b>	<b>-51 %</b>
<b>AUTRES CHARGES</b>	<b>70 602</b>	<b>11 348</b>	<b>59 254</b>	<b>522 %</b>
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>14 895 797</b>	<b>14 250 212</b>	<b>645 585</b>	<b>5 %</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-20 074</b>	<b>413 124</b>	<b>-433 198</b>	<b>-105 %</b>

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N-(N-1)	%
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
DE PARTICIPATION	2 485	415	2 070	499 %
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES & CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	27 546	12 375	15 171	123 %
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	13 752	6 895	6 857	99 %
REPRISES SUR PROV., DEPREC. & TRANSFERT DE CHARGES		987	-987	-100 %
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE				
PRODUITS NETS SUR CESSIONS DE VMP				
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>43 783</b>	<b>20 671</b>	<b>23 112</b>	<b>112 %</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
DOTATIONS AUX AMORT., AUX DEPREC. & AUX PROVISIONS				
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	13 844	15 498	-1 654	-11 %
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE				
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VMP				
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>	<b>13 844</b>	<b>15 498</b>	<b>-1 654</b>	<b>-11 %</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>29 939</b>	<b>5 173</b>	<b>24 766</b>	<b>479 %</b>
<b>SOIT UN RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>9 865</b>	<b>418 296</b>	<b>-408 432</b>	<b>-98 %</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>				
SUR OPERATIONS DE GESTION	31 655	164 860	-133 204	-81 %
SUR OPERATIONS EN CAPITAL		750	-750	-100 %
REPRISES SUR PROV., DEPREC. ET TRANSFERT DE CHARGES	17 464	18 722	-1 257	-7 %
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>49 120</b>	<b>184 331</b>	<b>-135 212</b>	<b>-73 %</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
SUR OPERATIONS DE GESTION	13 620	21 858	-8 238	-38 %
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	14 215	6 153	8 062	131 %
DOTATIONS AUX AMORT., AUX DEPREC. ET AUX PROVISIONS	41 634	19 218	22 416	117 %
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>69 468</b>	<b>47 228</b>	<b>22 240</b>	<b>47 %</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-20 349</b>	<b>137 103</b>	<b>-157 452</b>	<b>-115 %</b>
<b>PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS</b>				
<b>IMPOTS SUR LES SOCIETES</b>				
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-20 074</b>	<b>413 124</b>	<b>-433 198</b>	<b>-105 %</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>29 939</b>	<b>5 173</b>	<b>24 766</b>	<b>479 %</b>
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS (Résultat d'Exploitation + Résultat Financier)</b>	<b>9 865</b>	<b>418 296</b>	<b>-408 432</b>	<b>-98 %</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-20 349</b>	<b>137 103</b>	<b>-157 452</b>	<b>-115 %</b>
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>-10 484</b>	<b>555 400</b>	<b>-565 884</b>	<b>-102 %</b>
<b>ANNEXES : PRODUITS</b>				
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE</b>				
Bénévolat				
Dons en nature				
Prestations en nature				
<b>TOTAL ANNEXE : PRODUIT</b>				
<b>ANNEXE : CHARGES</b>				
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE</b>				

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N-(N-1)	%
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Personnel bénévole				
TOTAL ANNEXE : CHARGES				

# Annexes AIDOMI 2024

## PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice est de 4 649 745 €

Le résultat net comptable est un déficit de -10 484 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 17 avril 2025 par le Conseil d'Administration.

## EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

### RESULTATS DE L'EXERCICE

Comme en 2022, le résultat 2023 présentait des excédents comptables significatifs pour les services relevant de l'ARS (SSIAD, ESA et CRT à partir de septembre 2023), et un déficit (en tenant compte de la reprise de déficit des exercices antérieurs à impacter sur l'exercice) pour la partie APA et PCH du service d'aide, dépendant du Conseil Départemental, du fait d'une baisse importante de cette activité en 2022 et 2023. Le résultat de l'aide hors APA/PCH était légèrement excédentaire.

L'exercice 2024 présente un schéma inverse : le résultat comptable des services SSIAD, ESA et CRT est négatif à hauteur de - 215 k€ (+ 494 k€ en 2023), tandis que celui de l'aide relevant du CD est positif, y compris reprise de -129 k€ de déficit 2022 affecté à l'exercice 2024.

L'ARS a en effet affecté un montant important d'excédent des comptes administratifs 2022 à la couverture des charges de l'exercice 2024 : 552 738 € d'excédent 2022 ont été déduits de la dotation 2024 de l'ARS, réduisant d'autant les produits constatés en comptabilité. En 2023, l'excédent affecté s'élevait à 155 708 €, soit un écart de 397 030 € entre les 2 exercices. L'impact est uniquement comptable : le résultat administratif relevant de l'ARS est positif à hauteur de 380 k€ en 2024 (+ 686 k€ en 2023).

Les effectifs du service de soin ont pu être un peu reconstitués au 2<sup>nd</sup> semestre 2024, et le recours à l'intérim a été amplifié, ce qui a permis de faire progresser le nombre de patients pris en charge et le nombre de passage de soins, mais a également un impact à la hausse sur les charges, expliquant la réduction du résultat administratif entre 2023 et 2024.

L'activité de l'aide qui relève du CD Gironde (APA et PCH) a progressé de + 2,5 % en 2024, après 2 années de baisse très significative. C'est la PCH qui est repartie à la hausse (+ 6,7 %), l'APA étant légèrement en diminution. Cette bonne tenue de l'activité, combinée au déploiement en année pleine de la dotation complémentaire qualité (470 k€ de financement en 2024), explique le résultat positif du SAAD CD en 2024. Pour rappel, la dotation complémentaire qualité permet de mieux financer, dans l'organisation du SAAD, les actions et missions qui contribuent à la qualité des prises en charge des bénéficiaires et la qualité de vie au travail des professionnels. Elle est attribuée via un CPOM signé pour la période 2023- 2025.

La partie SAAD qui ne relève pas du CD présente un résultat excédentaire de + 23 k€ (+ 14 k€ en 2023). Les tarifs avaient été réévalués en 2024. La structure de coût de ces heures est plus légère que pour les heures APA/PCH, ces prises en charge n'entraînant pas d'heures de nuit, pas d'astreintes, moins d'heures de weekends, moins de déplacements. Ces prises en charge ont ainsi pu s'équilibrer avec un tarif moyen constaté en 2024 de 26,83 € (24,83 € en 2023).

Les dépenses totales de personnel, rémunérations et charges sociales et fiscales, ont progressé de 3,3 %, en lien avec l'augmentation des effectifs (+ 12 ETP au 31/12/2024 par rapport au 31/12/2023) mais aussi la constatation d'une dotation de provision de congés payés significative, en raison des effets de la loi d'avril 2024 sur l'acquisition de congés payés pendant les arrêts maladie (173 k€).

Les charges externes présentent une augmentation importante (+ 21 %), en lien avec les actions de la dotation complémentaire qualité et du Centre de Ressources Territorial, qui avaient débuté fin 2023, mais aussi du fait du doublement des dépenses d'intérim sur le service de soin, qui a été nécessaire afin de pallier la vacance de postes d'infirmiers et pour permettre l'augmentation du nombre de patients pris en charge par le SSIAD.

### EVOLUTION DES RESSOURCES HUMAINES

A partir de la mi-2023, la situation s'était améliorée pour le recrutement pour le service d'aide, après les années très complexes de sortie de l'épidémie de COVID. L'activité du SAAD s'était ainsi stabilisée à partir de juillet 2023, puis a progressé en 2024.

Pour le SSIAD, les recrutements externes d'aides-soignants et d'infirmiers restaient très complexes. Il n'a été possible de renforcer l'effectif du SSIAD qu'à partir du 2<sup>nd</sup> semestre 2024, après la mise en place de mesures d'attractivité salariale pour les fonctions d'aides-soignants et d'infirmiers, en compensation des contraintes fortes de roulements horaires associées à ces postes.

## **EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

AIDOMI avait reçu du CD Gironde le 17 septembre 2024 un premier rapport sur les comptes administratifs 2023, dans lequel le CD acceptait la totalité des dépenses et recettes de l'exercice, mais refusait la reprise du déficit administratif (- 47 k€).

Après échanges avec les services du CD, et engagement pris par AIDOMI d'intégrer ce déficit 2023 dans un tarif 2025 stable par rapport à 2024, soit 27,38 € / heure (hors avenant 43 et dotation complémentaire qualité), le CD Gironde a finalement accepté la reprise du déficit et renvoyé le 3 février 2025 un rapport rectificatif sur les comptes administratifs 2023 qui acte bien la reprise du déficit.

Le rapport budgétaire du CD Gironde pour l'exercice 2025, reçu le 7 avril 2025, confirme la reprise des – 47 k€ de déficit 2023 et la fixation du tarif à 27,38 €, montant identique à 2024.

Concernant l'ARS, le rapport sur les comptes administratifs 2023 n'a pas été reçu au moment de la finalisation de ces annexes.

## PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable, au règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément au plan comptable particulier du secteur sanitaire et social (« M22 privé »).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euros.

### PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### **Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

#### **Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions : 10 à 50 ans ;
- Agencements des constructions : 10 à 20 ans ;
- Installations techniques : 5 à 10 ans ;
- Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans ;
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans ;
- Matériel de transport : 4 à 5 ans ;
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans ;
- Matériel informatique : 3 ans ;
- Mobilier : 10 ans.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

#### **Titres de participations et autres titres immobilisés :**

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

#### **Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Pour rappel, les règles de provision sont les suivantes :

- Si le bénéficiaire est décédé à la date de clôture : mise en douteux et provision à 100% ;
- Si la créance a une ancienneté supérieure à 1 an et qu'elle est d'un montant supérieur à 100 € : mise en douteux et provision à 100% ;
- Si la créance a dépassé le délai de prescription légal de 2 ans pour le prestataire et 5 ans pour le mandataire : mise en irrécouvrable.

#### **Produits et charges exceptionnels :**

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association, ou se rattachent aux exercices antérieurs.

#### **Fonds dédiés :**

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

#### **Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

#### **Indemnités de fin de carrière :**

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite ; le montant des engagements est évalué et indiqué dans l'annexe.

### **INFORMATIONS GENERALES COMPLEMENTAIRES**

#### **Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre :**

L'association a pour finalité de promouvoir au profit de personnes de tout âge une politique de prévention, de maintien, de soutien, d'accompagnement, de soins et d'accueils à domicile ou à partir du domicile, c'est-à-dire :

- de permettre à toute personne fragilisée par les vicissitudes de la vie ou en situation de handicap, quel que soit son âge, de rester maître de ses choix de vie,
- d'apporter une aide ou un accompagnement permettant à toute famille ou groupe familial confronté à des difficultés sociales, éducatives ou de santé de les compenser ou de les dépasser,
- de permettre à chacun de rester chez soi le plus longtemps possible, y compris jusqu'à la fin de son existence si tel est son choix.

Pour ce faire, l'Association contribue au développement des services qui facilitent la vie à domicile de toute personne.



## Annexes AIDOMI 2024 (suite)

### NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	65 540	0	4 580	60 960
Immobilisations corporelles	1 688 567	3 497	90 122	1 601 943
Immobilisations financières	167 290	4 471	3 524	168 237
<b>TOTAL</b>	<b>1 921 398</b>	<b>7 967</b>	<b>98 225</b>	<b>1 831 140</b>

#### Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	0			0
<b>TOTAL I</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Autres immobilisations incorporelles	49 909	714	4 580	46 044
<b>TOTAL II</b>	<b>49 909</b>	<b>714</b>	<b>4 580</b>	<b>46 044</b>
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	428 276	45 909		474 185
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements	108 592	5 861		114 453
Installations techniques, matériel, outillages industriels	21 176	1 843		23 019
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	222 070	12 108	56 020	178 159
Matériel de transport	358		86	272
Matériel de bureau et informatique	126 365	14 518	19 888	120 996
<b>TOTAL III</b>	<b>906 836</b>	<b>80 240</b>	<b>75 993</b>	<b>911 082</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>956 745</b>	<b>80 954</b>	<b>80 573</b>	<b>957 126</b>

#### Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	24 580		24 580
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances usagers	251 471	251 471	
Créances conseil départemental	8 869	8 869	
Autres créances	204 841	204 841	
<b>Charges constatées d'avance</b>	14 874	14 874	
<b>TOTAL</b>	<b>504 635</b>	<b>480 055</b>	<b>24 580</b>

Etat des provisions & pertes sur créances

Provision sur créances et perte irrécouvrable	Créances bénéficiaires	Créances caisses	Créances CD	TOTAL
<b>DOUTEUX</b>				
- Créances à l'ouverture	7 056	0	63 782	70 838
- Créances nées sur l'exercice	8 079	0	0	8 079
- Règlements clients douteux	1 873	0		1 873
- Mise en irrécouvrable	6 684	0	63 782	70 466
<i>TOTAL A FIN D'EXERCICE</i>	<i>6 578</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>6 578</i>
<b>PROVISION DOUTEUX</b>				
- Provision à l'ouverture	7 056	0	63 782	70 838
- Dotation	5 277	0	0	5 277
- Reprise	5 755	0	63 782	69 537
<i>TOTAL A FIN D'EXERCICE</i>	<i>6 578</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>6 578</i>

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Produits d'exploitation	28 816
Subventions/financements	0
Autres produits à recevoir	153 573
<b>TOTAL</b>	<b>182 389</b>

Les produits à recevoir sont essentiellement constitués de remboursements de formation, demandés début 2025 pour l'exercice 2024 à l'OPCO Uniformation.

## Annexes AIDOMI 2024 (suite)

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	0				0
Fonds propres sans droit de reprise	6 197				6 197
Subventions d'investissements sur biens renouvelables	0				0
Réserves	1 006 600		176 004	368 710	813 893
<i>Dont réserves des AS et MS SGC (*)</i>	<i>1 006 600</i>				<i>1 006 600</i>
Report à nouveau	-715 548	555 400	2 796 910	2 571 305	65 457
<i>Dont RAN des AS et MS SGC (*)</i>	<i>-497 862</i>	<i>553 961</i>	<i>2 167 953</i>	<i>1 285 933</i>	<i>938 119</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	555 399	-555 400	377 738	388 222	-10 485
<i>Dont résultats des AS et MS SGC (*)</i>	<i>553 961</i>	<i>-553 961</i>	<i>339 487</i>	<i>388 207</i>	<i>-48 720</i>
<b>Situation nette</b>	<b>852 648</b>	<b>0</b>	<b>3 350 652</b>	<b>3 328 237</b>	<b>875 063</b>
Provisions réglementées	435 580		41 634	50 364	426 850
<b>TOTAL</b>	<b>1 288 228</b>	<b>0</b>	<b>3 392 286</b>	<b>3 378 601</b>	<b>1 301 913</b>

(\*) Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée

#### Provision pour risques et charges

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	50 173		28 673	11 500	10 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marché à terme					
Amendes & pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>TOTAL</b>	<b>50 173</b>	<b>0</b>	<b>28 673</b>	<b>11 500</b>	<b>10 000</b>

#### Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	561 017	70 414	343 089	147 514
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	126 376	126 376		
Dettes fiscales et sociales	2 497 122	2 497 122		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	70 807	70 807		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>3 255 322</b>	<b>2 764 719</b>	<b>343 089</b>	<b>147 514</b>

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs – Factures non parvenues	26 330
Dettes fiscales et sociales	1 579 139
Autres dettes	
TOTAL	1 605 469

# Annexes AIDOMI 2024 (suite)

## AUTRES INFORMATIONS

### Produits et charges exceptionnels de l'exercice

	Montant
Charges exceptionnelles liées :	
- aux sinistres	515
- aux salaires, charges sociales et aux indemnités journalières	6 069
- aux clients	1 696
- à des éléments divers	
<b>TOTAL</b>	<b>8 280</b>
Produits exceptionnels liés :	
- aux salaires et aux indemnités journalières	
- à des éléments divers	
- aux clients & caisses	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs liées :	
- aux salaires et aux indemnités journalières	795
- aux formations et aides à l'emploi	1 166
- aux clients	23
- aux fournisseurs	3 246
- au conseil départemental de la Gironde & ARS	
- à des éléments fiscaux	
- à des éléments divers	
<b>TOTAL</b>	<b>5 230</b>
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs liés :	
- aux salaires, aux indemnités journalières et autres éléments sociaux (dont Urssaf)	2 517
- aux clients & caisses	2 124
- aux formations et aides à l'emploi	13 893
- au conseil départemental de la Gironde & ARS	
- à des éléments fiscaux	0
- aux fournisseurs	9 964
- aux sinistres	
- à des éléments divers	3 156
<b>TOTAL</b>	<b>31 655</b>
Autres charges exceptionnelles liées :	
- aux salaires et aux éléments sociaux	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>
Autres produits exceptionnels liés :	
- aux éléments sociaux	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

## Fonds dédiés

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation au cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice	
	A	B	C	D	Global	Dont fonds pour projet sans dépense depuis 2 ans
MECENAT	4 000	0	1 007	0	2 993	0
Aido'lien - Ociane Matmut	4 000		1 007		2 993	
SUBVENTION D'EXPLOITATION	156 676	0	125 385	0	31 291	0
Baluchon	5 193				5 193	
FIR ARS – ESPARK 2023	1 483		1 483		0	
FIR ARS – ESPARK 2024	150 000		123 902		26 098	
CONTRIBUTIONS FINANCIERES – AUTORITE TARIFICATION	139 261	0	91 035	0	48 225	0
CNR ARS 2014 (Amts et emprunts)	18 468		1 317		17 151	
CNR ARS 2015 (Amts et emprunts)	7 075		7 075		0	
CNR ARS 2021	4 909				4 909	
CNR ARS 2022	21 915		21 018		897	
CNR ARS 2023	77 393		61 625		15 768	
CNR ARS 2024	9 500				9 500	
<b>TOTAL</b>	<b>299 937</b>	<b>0</b>	<b>217 428</b>	<b>0</b>	<b>82 509</b>	<b>0</b>

## Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

- Souscription d'un fonds de garantie mutuelle des organismes sanitaires & sociaux à hauteur de 1% du capital initialement emprunté pour les deux emprunts restants, soit :
  - 3 200€ pour le contrat n° 06-15009491 ;
  - 6 750€ pour le contrat n°06-13002770.
- Hypothèque de l'ensemble immobilier situé au 37 Boulevard Alfred Daney et 8 Rue Pierre Latécoère pour le montant du capital initialement emprunté pour les deux emprunts restants, soit :
  - 320 000€ pour le contrat n° 06-15009491 ;
  - 675 000€ pour le contrat n°06-13002770.

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

### **Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés**

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 321 575 euros.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- Le taux de rotation du personnel ;
- La prime d'ancienneté et le coefficient de majoration des salaires ;
- Le taux d'actualisation retenu : 3.38% ;
- La table des mortalités de l'INSEE ;
- L'âge de départ à la retraite : 65 ans

### **Effectif au 31 décembre 2024**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	19	
Non cadres	368	4
<b>TOTAL</b>	<b>387</b>	<b>4</b>

### **Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 28 992 euros TTC.

### **Informations sur les dirigeants**

L'article 20 de la loi N°2006-586 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit la mention de la rémunération et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants et salariés. Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

## Produits par activité

	2024	2023	Variation	Var %
<b>Baluchon</b>				
<i>Concours publics</i>				
- Mutuelles	21 354	12 522	8 832	71%
<i>Subventions</i>				
- Caisse de retraites			0	
<i>Facturation bénéficiaires</i>				
- Participation des bénéficiaires	1 860	3 370	-1 510	-45%
<b>Baluchon ARS</b>				
<i>Concours publics</i>				
- ARS	7 393	8 762	-1 369	-16%
<i>Facturation bénéficiaires</i>				
- Participation des bénéficiaires	300	540	-240	-44%
<b>Baluchon CNSA</b>				
<i>Subventions</i>				
- CNSA	10 000	8 480	1 520	18%
<b>SAAD Conseil départemental</b>				
<i>Concours publics</i>				
- Conseil départemental	7 072 267	7 165 527	-93 260	-1%
<i>Subventions</i>				
- Autres	1 918	4 376	-2 458	-56%
<i>Facturation bénéficiaires</i>				
- Participation des bénéficiaires	915 375	645 789	269 587	42%
<b>Dotation qualité - Axes 1, 5 &amp; 6</b>				
<i>Concours publics</i>				
- Conseil départemental	470 339	307 728	162 610	53%
<b>SAAD Hors Conseil Départemental</b>				
<i>Concours publics</i>				
- Autres Conseils départementaux	34 494	19 567	14 926	76%
- Mutuelles	8 981	8 392	588	7%
- Caisses de retraites	98 431	86 407	12 024	14%
- Autres	1 348	300	1 048	349%
<i>Subventions</i>				
- Autres			0	
<i>Facturation bénéficiaires</i>				
- Participation des bénéficiaires	449 707	408 203	41 504	10%
<b>SSIAD</b>				
<i>Concours publics</i>				
- ARS	4 292 627	4 771 634	-479 007	-10%
- Autres	5 651	4 897	755	15%
<i>Subventions</i>				
- Autres	8 484	3 703	4 781	129%
<b>Equipe Spécialisée Alzheimer</b>				
<i>Concours publics</i>				
- ARS	330 949	328 583	2 366	1%
<i>Subventions</i>				
- Autres	1 486		1 486	
<b>CRT - Volets 1 &amp; 2</b>				
<i>Concours publics</i>				
- ARS	402 880	133 334	269 546	202%
<b>Equipe Spécialisée Parkinson</b>				
<i>Subventions</i>				
- ARS	151 483	150 180	1 303	1%



## Résultats comptables par activité

	Résultat au 31/12/2024	Résultat au 31/12/2023
Aidomi	10 624	909
Baluchon	0	0
Baluchon ARS	0	0
Baluchon CNSA	0	0
Transport AJ Le Sablonat	-15	180
Mandataire	4 828	-13 958
SAAD CD33	166 762	60 366
Dotation qualité - Axe 1	0	0
Dotation qualité - Axe 5	0	0
Dotation qualité - Axe 6	0	0
SAAD Hors CD33	22 798	14 307
SSIAD	-388 207	370 644
CRT - Volet 1	40 699	22 473
CRT - Volet 2	104 646	63 636
Equipe Spécialisée Alzheimer	27 381	36 843
Equipe Spécialisée Parkinson	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>-10 484</b>	<b>555 399</b>

## Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

	Exercice N	Exercice N-1
Excédent ou Déficit global	-10 484	555 399
<i>Dont résultat effectif sous gestion propre</i>	38 236	1 437
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	-48 720	553 962

## Tableau de détermination des résultats administratifs

	<b>Prestataire</b> (Financier : conseil départemental de Gironde)
Résultat comptable	166 762
<i>Retraitement de la variation de la provision congés payés</i>	135 198
<i>Reprise du déficit de l'exercice 2022</i>	-129 434
Résultat administratif	172 526
<i>Proposition d'affectation du résultat administratif</i>	Proposition de reconstitution des fonds propres

	<b>SSIAD, Equipe Spécialisée Alzheimer, Baluchon ARS, CRT</b> (Financier : ARS)
Résultat comptable	-215 482
Excédent 2022 affecté à la réduction des charges de l'exercice 2024	552 738
Résultat comptable + excédent affecté	337 256
<i>Dont SSIAD</i>	164 531
<i>Dont CRT</i>	145 345
<i>Dont ESA</i>	27 381
<i>Retraitement de la variation de la provision congés payés</i>	42 633
Résultat administratif	379 889
<i>Proposition d'affectation du résultat administratif</i>	Réduction des charges de l'exercice 2026